



Bretagne,
Pays de la
Loire - Deux-
Sèvres



Vaches, surfaces, charges... tout augmente sauf le revenu

QUINZE ANS DE SUIVI EN BRETAGNE, PAYS DE LA LOIRE ET
DEUX-SEVRES

Vaches, surfaces, charges... tout augmente sauf le revenu

Quinze ans de suivi en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres

ONT CONTRIBUÉ À CE DOSSIER

Rédaction :

Emmanuel Bechet, Gaël Benoteau (Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique), Bertrand Galisson (Chambre d'agriculture du Maine-et-Loire), Philippe Carteron, Romain Guibert (Chambre d'agriculture de la Mayenne), Gwendoline Elluin (Chambre d'agriculture de la Sarthe), Pascal Bisson (Chambre d'agriculture des Deux-Sèvres), Jacques-Martial Bouet et Sophie Valance (Chambre d'agriculture de la Vendée), Thierry Offredo (Chambre d'agriculture de Bretagne), Raymond Barré (Chambre d'agriculture du Finistère), Frédéric Guy (Chambre d'agriculture d'Ille-et-Vilaine), Alain Guillaume (Chambre d'agriculture de Bretagne), Baptiste Buczinski (Institut de l'Élevage)

Maquette :

Corinne Maigret (Institut de l'Élevage)

Crédits photos :

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

REMERCIEMENTS

Merci aux éleveurs des Réseaux d'élevage pour leur accueil et leur contribution active à l'élaboration de ces références.

Vaches, surfaces, charges... tout augmente sauf le revenu

Quinze ans de suivi en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
1. 1998-2013 : QUINZE ANNEES MARQUEES PAR LA MULTIPLICATION DES ALEAS	6
2. DES PERFORMANCES TECHNIQUES STABLES POUR DES STRUCTURES PLUS IMPORTANTES	7
2.1. Moyens de production : plus de surfaces, plus de vaches, mais aussi plus de céréales	7
2.2. Le troupeau bovin viande : des performances de reproduction stables mais sensibles aux aléas	8
2.3. Un système alimentaire plus consommateur, notamment en concentré et en enrubannage	11
3. DONNEES ECONOMIQUES : DES RESULTATS QUI PLAFONNENT A UN FAIBLE NIVEAU	13
3.1. Des poids qui augmentent pour les vaches, des prix qui peinent à dépasser l'inflation	13
3.2. Des réformes de la PAC successives qui modifient la structure des soutiens	15
3.3. Coût de production : une hausse de la productivité de la main d'œuvre pour un revenu qui ne dépasse pas les 1,5 SMIC/UMO	18
3.4. Une approche trésorerie plus favorable	20
4. DES MOYENS DE PRODUCTIONS RENFORCÉS POUR DES RESULTATS ECONOMIQUES QUI DEMEURENT STRUCTURELLEMENT FAIBLE...	20
Encadré : méthodologie coût de production	19
Encadré : méthodologie et taille d'échantillon	21

VACHES, SURFACES, CHARGES... TOUT AUGMENTE SAUF LE REVENU

Quinze ans de suivi en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres



Vaches, surfaces, charges... tout augmente sauf le revenu

Quinze ans de suivi en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres

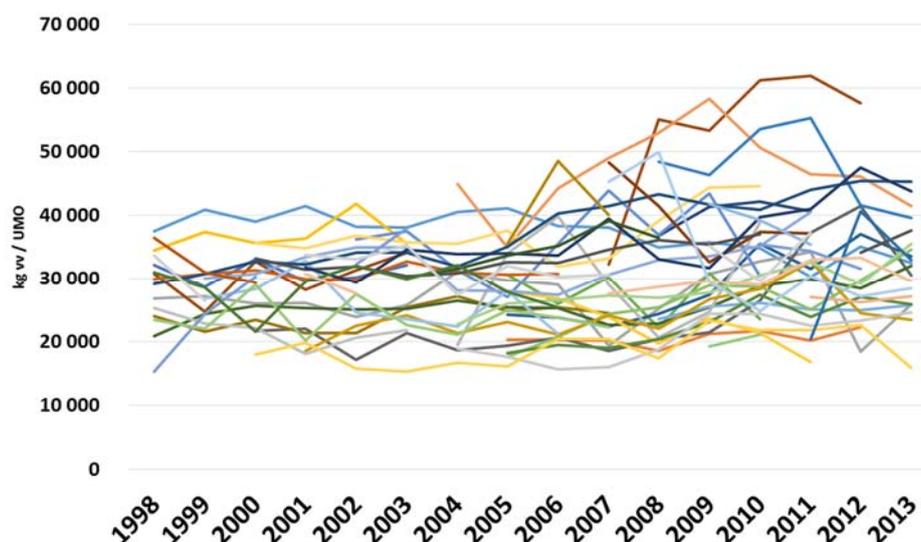
Au-delà des évolutions structurelles habituelles, la fréquence d'apparition des événements pouvant perturber le fonctionnement des élevages allaitants s'est accélérée au cours des dernières années. Qu'ils soient d'ordre sanitaire, climatique ou économique, ceux-ci ont eu un impact certain sur les élevages de l'Ouest depuis la fin des années 1990.

Fort de son suivi et de son expertise, Inosys Réseaux d'élevage (Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture) en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres propose dans ce document une analyse rétrospective sur 15 ans d'approche globale en élevage. Cette étude vise à analyser les principaux enseignements des données des Réseaux d'élevage.

De nombreuses données à analyser

Les bases de données des Réseaux d'élevage contiennent de nombreuses données individuelles d'élevages. Le travail a consisté à traiter et analyser ces faisceaux de données (cf. encadré « méthodologie et taille d'échantillon »).

Exemple de données disponibles par ferme sur la période analysée – Production brute de viande vive par UMO



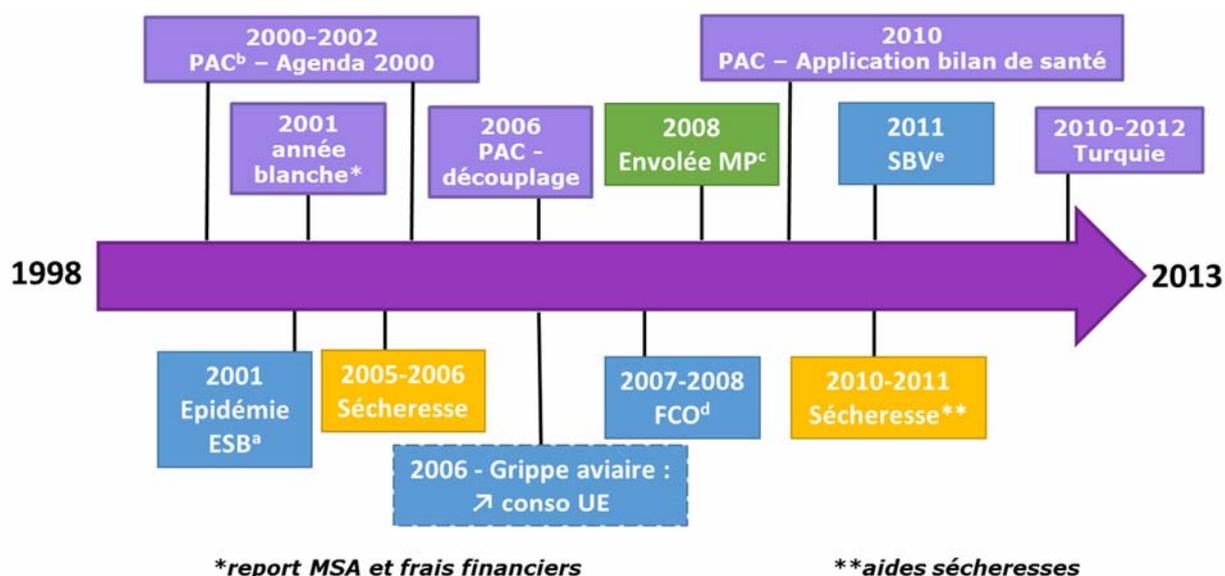
1. 1998-2013 : QUINZE ANNEES MARQUEES PAR LA MULTIPLICATION DES ALEAS

Les systèmes bovins ne sont pas figés dans le temps mais s'inscrivent dans une dynamique influencée à la fois par le contexte et par des choix stratégiques individuels. Côté contexte, les évolutions et/ou perturbations ont été nombreuses et de plusieurs ordres sur la période analysée :

- sanitaires : Encéphalopathie Spongiforme Bovine (ESB) / Fièvre Catarrhale Ovine (FCO) / Virus de Schmallenberg (SBV),
- économiques : envolée du prix des matières premières, ouverture du marché turc...
- climatiques : sécheresses,
- règlementaires : réformes de la Politique Agricole Commune (PAC)...

Figure 1

Principaux évènements marquants pour le cheptel allaitant entre 1998 et 2013



a : encéphalopathie spongiforme bovine

b : politique agricole commune

c : matières premières

d : fièvre catarrhale ovine

e : virus de Schmallenberg

Face à ces évolutions/aléas, les exploitations des Réseaux d'élevage ont vu leur trajectoire plus ou moins dévier. Cette étude vise à analyser, sur la base de l'échantillon suivi entre 1998 et 2013 (cf. encadré méthodologique), les évolutions structurelles et les impacts supposés des aléas sur les exploitations. Les performances techniques et les structures mais aussi les aspects économiques (prix de vente, coûts de production...) sont analysés.

2. DES PERFORMANCES TECHNIQUES STABLES POUR DES STRUCTURES PLUS IMPORTANTES

Hausse de la surface des exploitations, du nombre de vaches par unité de main d'œuvre et stabilité de la productivité brute de viande vive (PBVV) par UGB... Les évolutions constatées issues du suivi des élevages naisseurs-engraisseurs sur 15 ans (1998-2013) sont nombreuses :

Tableau 1

Données structurelles et techniques : comparaison de quelques critères entre 1998-2000 et 2011-2013

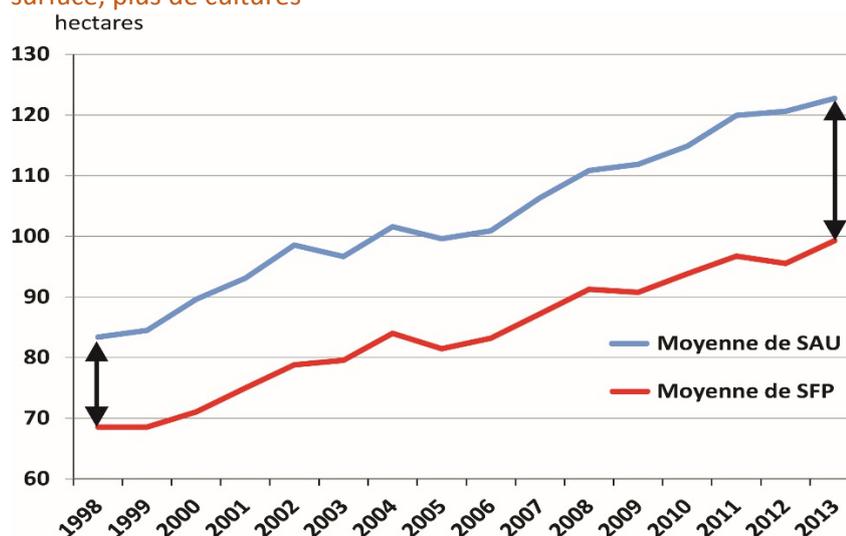
	1998-2000	2011-2013
UMO exploitant	1,7	1,6
SAU (ha)	86	121
SFP (ha)	69	97
SFP/SAU	80%	80%
UGB/ha SFP	1,88	1,68
Ha herbe / vèlage	0,87	0,90
Vaches allaitantes	70	93
PBVV (en tonnes)	47,6	59,2
PBVV/UGB	375	378
Vèlage/vache présente	1,05	1,03
UGB/vèlage	1,79	1,69
Mortalité des veaux	8,8 %	9,8 %

2.1. Moyens de production : plus de surfaces, plus de vaches, mais aussi plus de céréales

Entre 1998 et 2013, la surface agricole utile moyenne des exploitations de l'échantillon a augmenté de 35 hectares quand la surface fourragère progresse de 28 hectares.

En pourcentage, la progression des grandes cultures est identique à celle de la surface fourragère.

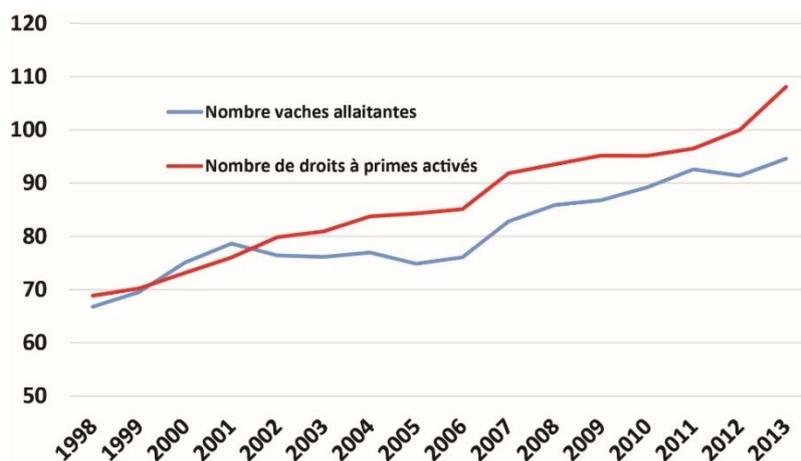
Figure 2
 Evolution des surfaces en système Naisseur-Engraisseur : plus de surface, plus de cultures



Côté chargement, on constate un recul significatif de plus de 10 %. Cette diminution est surtout liée à la moindre progression du maïs 5 % alors que l’herbe progresse de 26 %.

Au final, les exploitations de l’échantillon ont vu leur nombre de vaches augmenter ainsi que leurs surfaces.

Figure 3
Plus de vaches, mais encore plus de droits activés par exploitation



Sur la même période, les éleveurs naisseurs-engraisseurs ont augmenté leur troupeau de 28 vaches allaitantes. Dans le même temps, alors qu’il était équivalent au nombre de vaches en début de période, le nombre de droits à primes (PMTVA) activés a augmenté de près de 40. En 2013, l’exploitation moyenne de l’échantillon comptait 108 droits activés pour 95 vaches présentes. En fin de période, les exploitations ont certainement eu de plus en plus recours à la possibilité offerte de primer jusqu’à 40 % de génisses sur le total des femelles primées.

2.2. Le troupeau bovin viande : des performances de reproduction stables mais sensibles aux aléas

Les élevages naisseurs-engraisseurs de la région ont été touchés par plusieurs aléas sanitaires entre 1998 et 2013. Si l’épizootie d’ESB a eu des effets sur les performances économiques des exploitations, l’apparition de la FCO comme du virus Schmallenberg a des impacts sur le fonctionnement des troupeaux (fécondité, mortalité...). Au-delà des évolutions structurelles constatées, ce chapitre analyse le fonctionnement des troupeaux au regard de ces évènements.

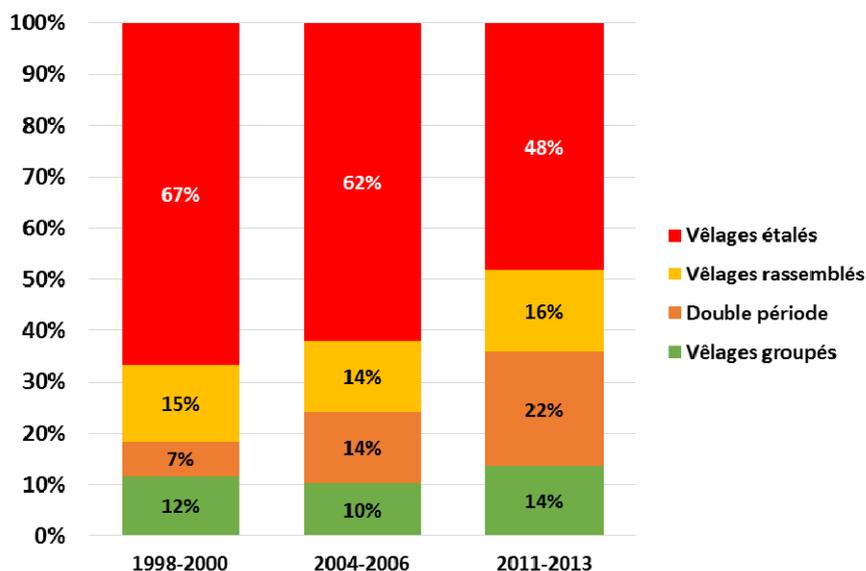
Pour ce qui est de la reproduction, les périodes de vêlage des exploitations ont été caractérisées selon la méthode utilisée dans le cadre de l’étude « Structurer les périodes de vêlage pour gagner en efficacité technique, compétitivité économique et confort de travail » pilotée par la Chambre Régionale d’agriculture des Pays de la Loire (VELEFFI, à paraître). Sur la période, on constate une progression des vêlages groupés (simple période) et des vêlages en double période, au détriment des vêlages étalés.

Tableau 2
Classement des périodes de vêlage selon la méthode VELEFFI

Classement	Groupé	Double période	Rassemblé	Étalé
Caractéristiques	90 % sur 3 mois	2 « trous » de 3 mois < 10 % des vêlages	90 % sur 6 mois	Solde



Figure 4
 Les vêlages groupés en progression au détriment des vêlages étalés



Le nombre de veaux sevrés par vêlage est variable, mais tendancielle à la baisse même si celle-ci n'est pas significative (près de 2% de moins entre les trois premières et les trois dernières années).

Sur cette période :

- la FCO a été pleinement effective dans l'Ouest en 2007 puis en 2008. Cette maladie augmente le risque d'avortement des femelles pleines et perturbe la reproduction à cause d'une baisse transitoire de fertilité des mâles et des femelles (retour des chaleurs et avortements précoces).
- Si le virus de Schmallenberg est apparu en Europe en 2011, c'est au deuxième semestre de 2012 puis en 2013 que les élevages de l'Ouest ont été impactés. Il provoque des maladies congénitales fœtales et de la mortalité (via des malformations néonatales non héréditaires).

L'épidémie d'ESB, rappelée ici sur plusieurs figures, a peu de conséquences sanitaires sur l'ensemble des élevages. C'est plutôt sur le marché que cette épidémie a eu un impact (cf. paragraphe 3.1). Ainsi, les différents aléas sanitaires ne semblent avoir qu'un effet mesuré sur ce ratio de veaux sevrés par vêlage.

Figure 5
 Un nombre de veaux sevrés / vêlage globalement stable, en léger retrait

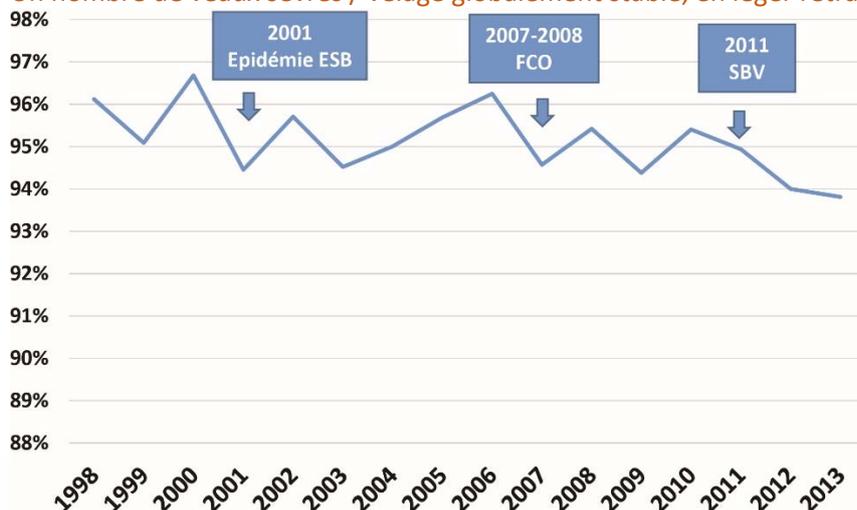
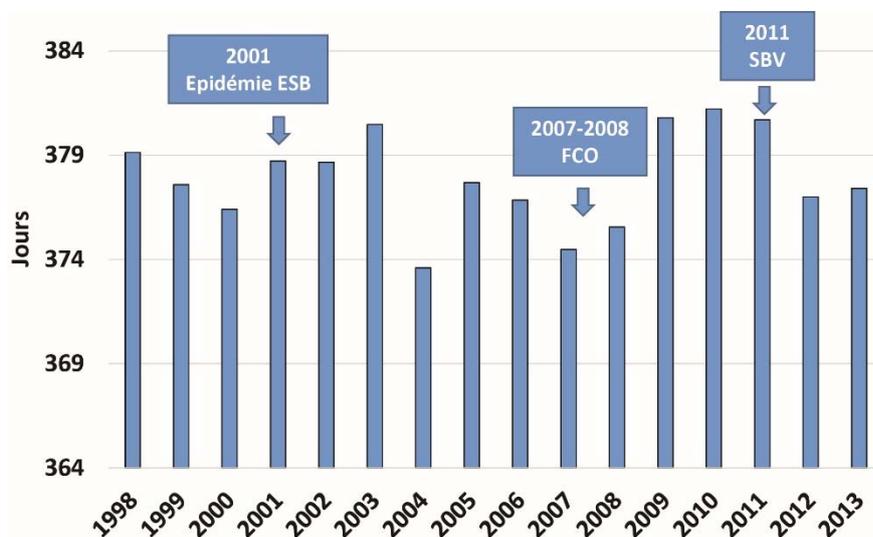


Figure 6

Un Intervalle vêlage-vêlage (IVV) moyen qui semble impacté par les aléas sanitaires

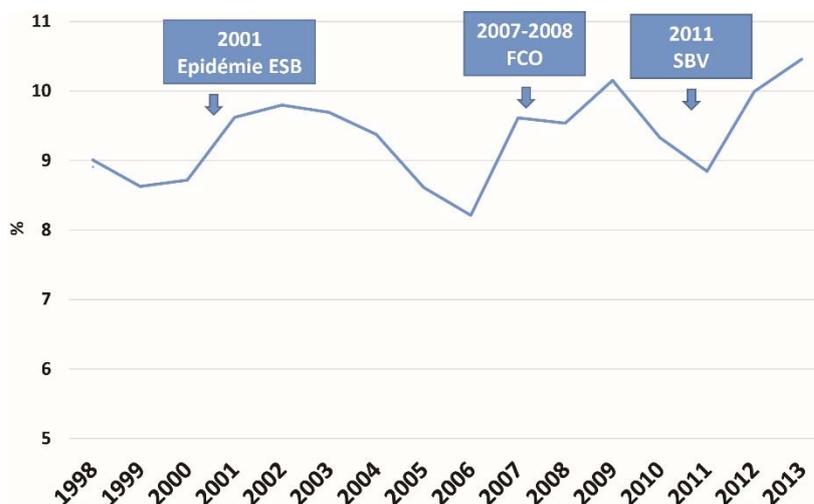


L'intervalle vêlage-vêlage (IVV) est stable en moyenne à environ 378 jours, mais, mais avec de la variabilité interannuelle. Il ne semble pas non plus nettement affecté par les aléas. La FCO notamment, qui provoque des problèmes de fertilité, a pu dégrader l'IVV moyen. L'augmentation de la taille des troupeaux peut également être évoquée.

La mortalité croît faiblement en tendance sur la période. Les effets des aléas sont faibles mais peut-être plus marqués pour ce qui est du virus de Schmallenberg : entre 2011 (année d'apparition) et 2013 (année de plein effet de la maladie), la mortalité des trois premières années par rapport aux trois dernières passe de 8,8 à 9,3 %. Néanmoins, cela ne permet pas de tirer des conclusions certaines sur l'incidence de cet aléa, la mortalité ayant des causes multifactorielles.

Figure 7

Une légère hausse de la mortalité ayant des causes multifactorielles

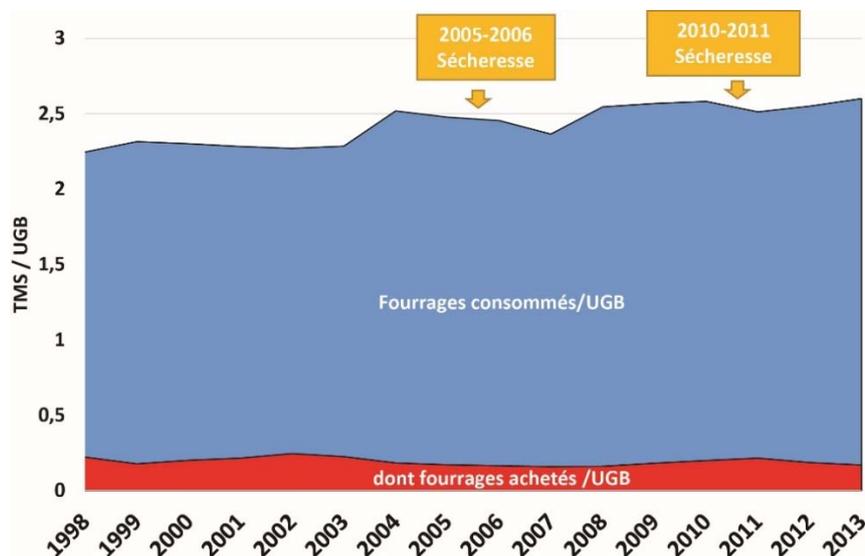


Au final sur la période, les performances de reproduction sont stables. Malgré les évolutions techniques mises en œuvre, la productivité par UGB ne progresse pas.

2.3. Un système alimentaire plus consommateur, notamment en concentré et en enrubannage

Sur la période, les fourrages stockés consommés par UGB ont globalement progressé de 10 à 20 % pour les exploitations naisseurs-engraisseurs de l'échantillon. La hausse de fourrages consommés est issue des fourrages produits (plus de SFP, moins de chargement). La quantité de fourrages achetés ne bouge pas. Les aléas « sécheresse » marquants (2005-2006 puis 2010-2011) ne semblent pas avoir d'incidence sur l'achat de fourrages même si les rendements en dépendent directement.

Figure 8
 +10 à +20 % de fourrages consommés en quinze ans

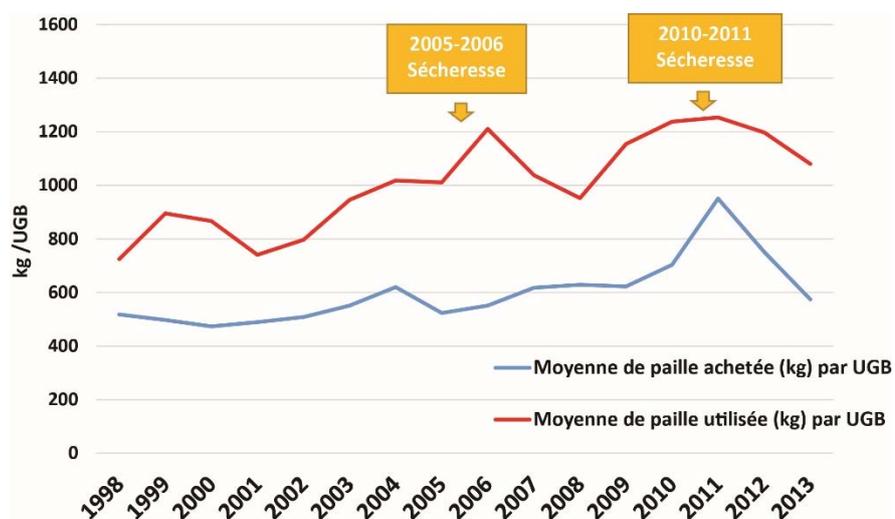


Les constats concernant les niveaux d'achat et d'utilisation de paille sont variables. Entre les trois premières et les trois dernières années, les quantités de paille litière utilisées ont progressé de plus de 40% (+350 kg/UGB) alors que les achats ont augmenté de plus de 50% (+260 kg/UGB). Cette hausse tendancielle témoigne de la grande dépendance des exploitations à la paille et notamment à l'augmentation du nombre de bâtiments en litière accumulée, mais aussi de l'allongement du temps de présence en bâtiment (finition..) ou de l'augmentation du gabarit de certains animaux.

Concernant les deux principales sécheresses, les constats sont légèrement différents. Le déficit fourrager a entraîné une hausse de la consommation de paille dans les deux cas. La paille utilisée ne provient pas de la même source :

- En 2005-2006, le surplus de paille consommée était issu des stocks et de la production des exploitations,
- En 2010-2011, le surplus de paille consommée provenait des achats en raison de l'absence de report de stock.

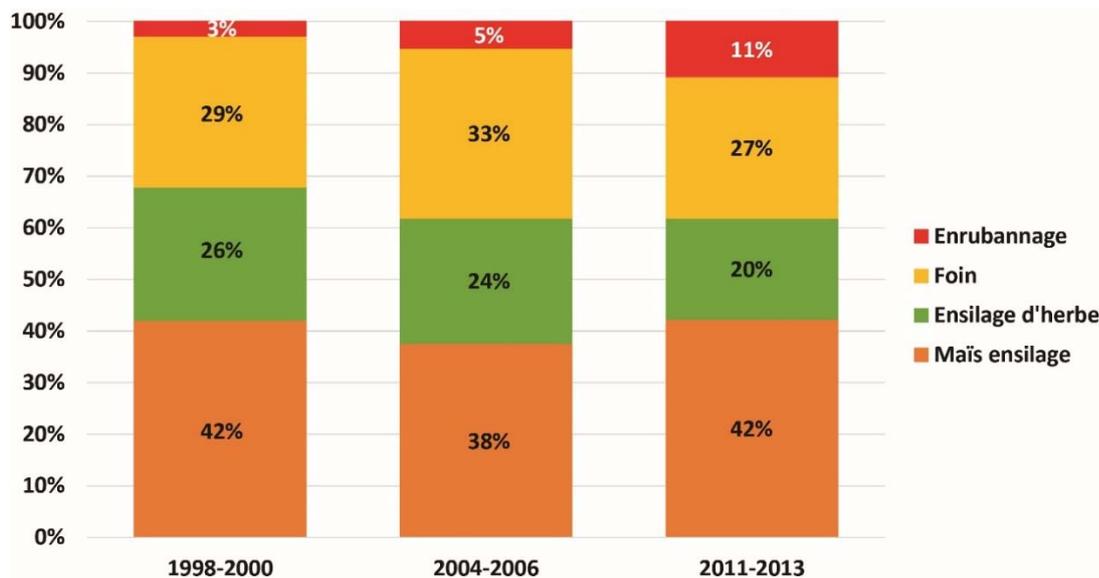
Figure 9
 Plus de paille utilisée... pour plus de paille achetée



Concernant les stocks fourragers, l'enrubannage a sensiblement progressé au détriment du foin et de l'ensilage d'herbe. Ce changement de pratique peut, pour certains cas, expliquer une partie de la hausse des charges de mécanisation, poste qui a fortement progressé sur la période (+31 €/100 kg vifs, soit +63 %, cf. paragraphe 3.3).

Figure 10

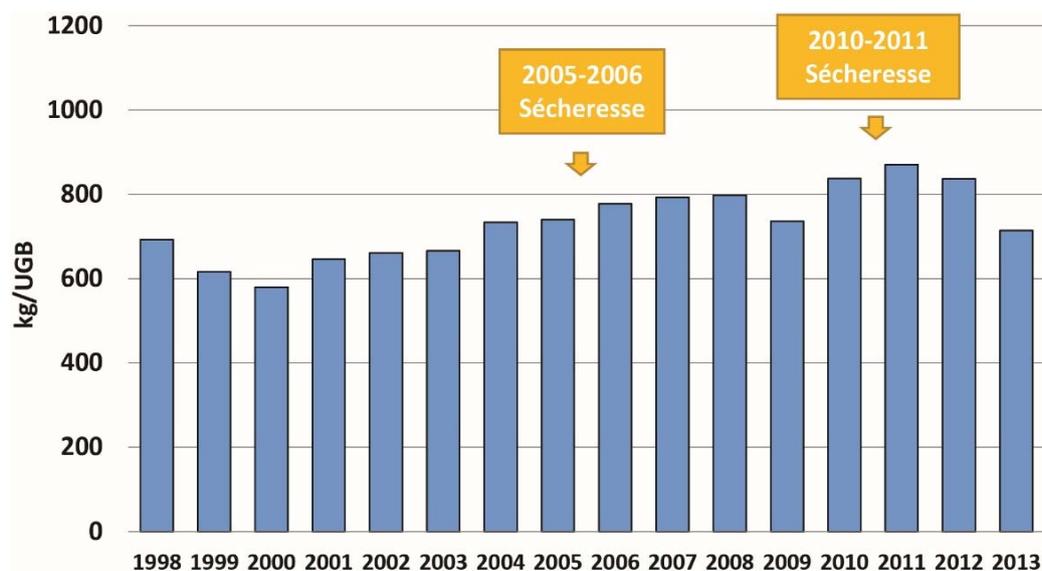
L'enrubannage a progressé au détriment du foin et de l'ensilage d'herbe



Pour les concentrés, la consommation par UGB a globalement progressé sur l'ensemble de la période (1998-2000 : 630 kg/UGB, 2011-2013 : 810 kg/UGB). Cette hausse de consommation de 180 kg/UGB provient pour 39% de l'autoconsommation. Les concentrés sont également une des sources de la hausse des coûts de production (cf. paragraphe 3.3).

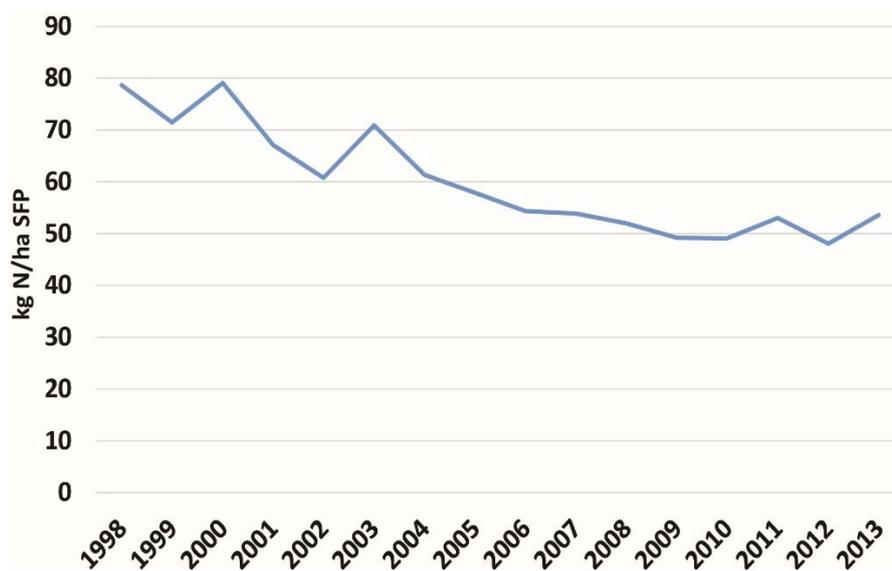
Figure 11

Une consommation totale de concentrés en hausse



Du côté de la fertilisation minérale azotée, on constate une baisse proche de 40% des quantités apportées aux surfaces fourragères. Même constat pour l'ensemble des bilans des minéraux. Par hectare de SAU, on constate des baisses significatives de l'ordre de 14 unités d'azote (112 kg en 1998-2000 contre 98 kg en 2011-2013), de 22 unités de phosphore (49 kg contre 27 kg) et de 43 unités de potasse (96 kg contre 53 kg).

Figure 12
 Une fertilisation minérale azotée qui recule



En résumé, la consommation de concentrés et de fourrages stockés par UGB a progressé sur la période alors que la productivité des UGB (en kg de viande vive) est restée globalement stable sur la période. L'évolution du mode de stockage des fourrages produits (plus d'enrubannage) comme l'augmentation des achats de paille ont contribué à l'évolution des coûts de production des exploitations naisseurs engraisseurs de l'échantillon (cf. paragraphe 3.3). Néanmoins, la diminution des consommations d'engrais va dans le sens d'une réduction de ces coûts de production et d'une meilleure prise en compte de l'environnement.

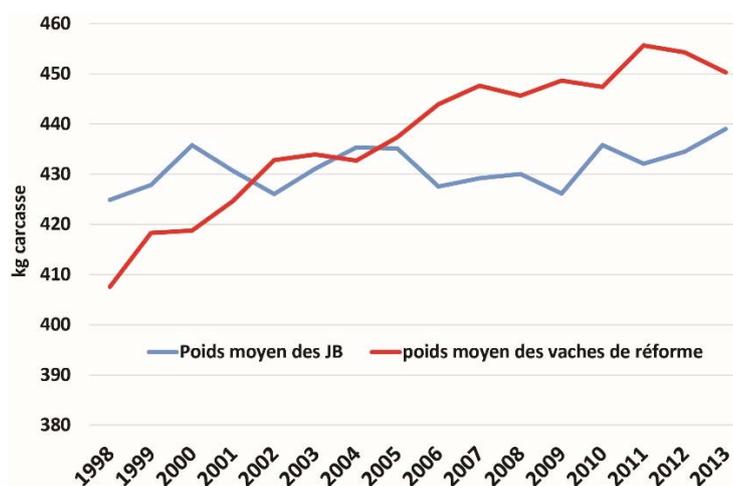
3. DONNEES ECONOMIQUES : DES RESULTATS QUI PLAFONNENT A UN FAIBLE NIVEAU

Hausse élevée des charges, hausse modérée des prix... Les élevages naisseurs-engraisseurs des Réseaux d'élevage de l'Ouest conservent globalement des résultats structurellement faibles.

3.1. Des poids qui augmentent pour les vaches, des prix qui peinent à dépasser l'inflation

Les vaches envoyées à l'abattoir ont en moyenne pris 40 kg de carcasse en 15 ans. Le constat est plus nuancé pour les jeunes bovins dont les poids n'ont pas progressé sur la même période, avec un rajeunissement potentiel.

Figure 13
 Un poids moyen des vaches qui augmente, un poids des JB stable



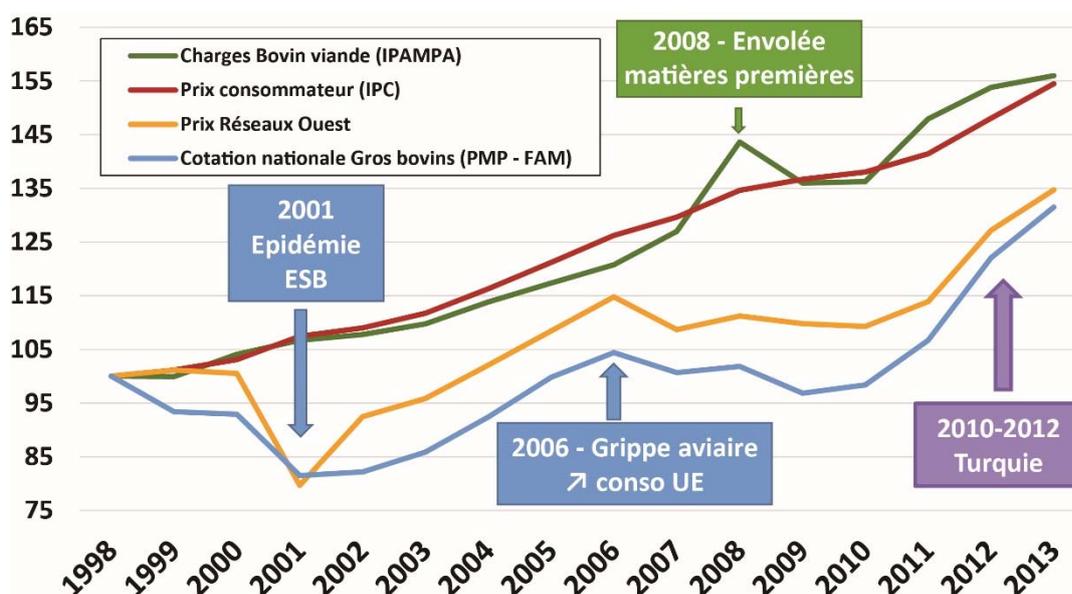
La progression du prix de vente est supérieure, en indice, à celle du prix moyen national des gros bovins publié par FranceAgriMer.

Cette différence est liée :

- d'une part à un effet race. Les races Blonde d'Aquitaine et Parthenaise, qui sont surreprésentées dans l'échantillon, ont mieux progressé et/ou résisté sur la période que la moyenne ;
- d'autre part à la zone géographique. Les prix de vente des animaux dans le grand Ouest sont un peu plus élevés que la moyenne nationale.

Figure 14

Prix en € courants de la viande bovine : données nationales et réseaux ouest (indice 100 base 1998)



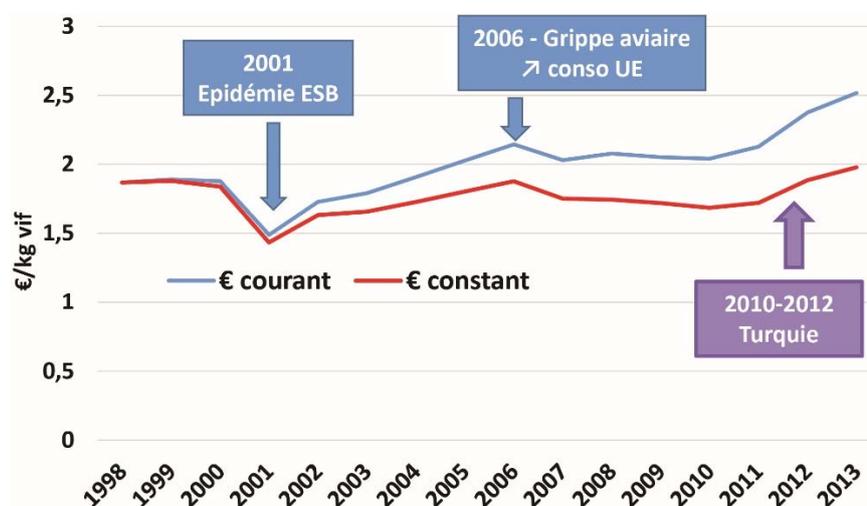
Au-delà de la hausse tendancielle de ces prix liée à l'inflation, on constate clairement des impacts liés aux différents aléas :

- en 2001, la seconde crise de l'ESB a entraîné un net recul de la consommation se traduisant par une chute des prix à l'amont (entre -10 et -20 % sur un an),
- en 2006, la consommation de viande bovine a augmenté de 2 % à l'échelle de l'Union européenne en lien notamment avec l'épidémie de grippe aviaire et le report de consommation vers les autres viandes. L'année suivante, la production européenne de gros bovins a augmenté de 1,2 %. Cette croissance résultant notamment de la réintroduction au Royaume-Uni des animaux de plus de 30 mois dans la chaîne alimentaire et de la hausse de la production de jeunes bovins en France. Les cours des animaux finis sont donc repartis à la baisse.
- Entre la fin 2010 et 2012, les ouvertures successives du marché turc à la viande puis aux bovins vivants ont asséché le marché européen. Cumulées à des disponibilités mondiales en retrait (Uruguay notamment), ces ouvertures ont orienté à la hausse les prix payés aux éleveurs.

Côté charges et prix de vente aux consommateurs, les indices suivent globalement la même pente vertigineuse. Seules les envolées des prix d'achat des matières premières en 2008 puis en 2011-2012, viennent perturber à la hausse cette croissance linéaire.

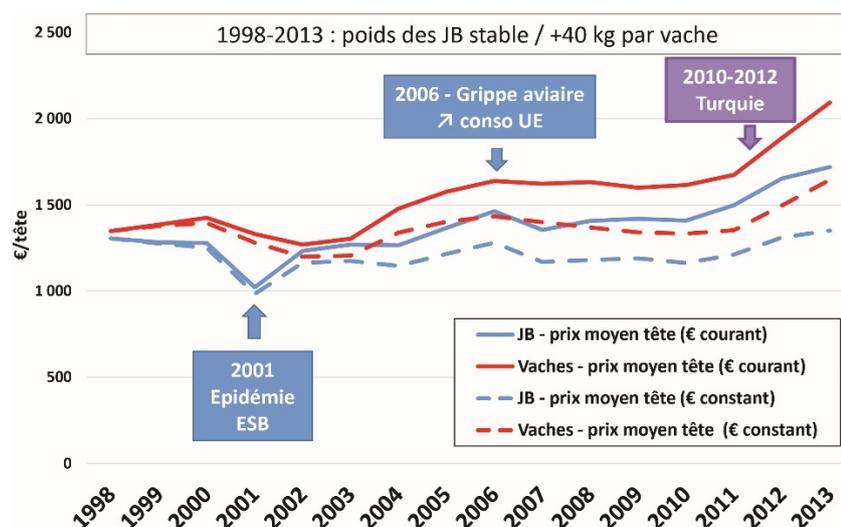
Si les prix payés aux éleveurs semblent tendanciellement croître, hors perturbations liées aux divers aléas, cette hausse peine à dépasser l'inflation. Entre 1998-2000 et 2011-2013, le prix de vente moyen du kilo vif des exploitations de l'échantillon, calculé sur trois ans et une fois corrigé de l'inflation, n'a pas progressé (1,86 €/kg vif pour les deux périodes), malgré l'impact de l'ouverture de la Turquie sur la dernière période.

Figure 15
 Une hausse apparente du prix du kilo vif vendu, mais qui ne dépasse pas l'inflation



En différenciant les catégories, on constate bien une hausse du prix des vaches en fin de période, même lorsque celui-ci est déflaté. Cette hausse tient à la fois de l'augmentation du poids des vaches sur la période étudiée (+40 kg) mais aussi de la hausse conjoncturelle des prix de vente 2012/2013. Le constat est plus nuancé pour les jeunes bovins avec des poids qui sont globalement restés stables sur la période.

Figure 16
 En euros constants, des prix par animal stables sauf en fin de période, notamment pour les vaches

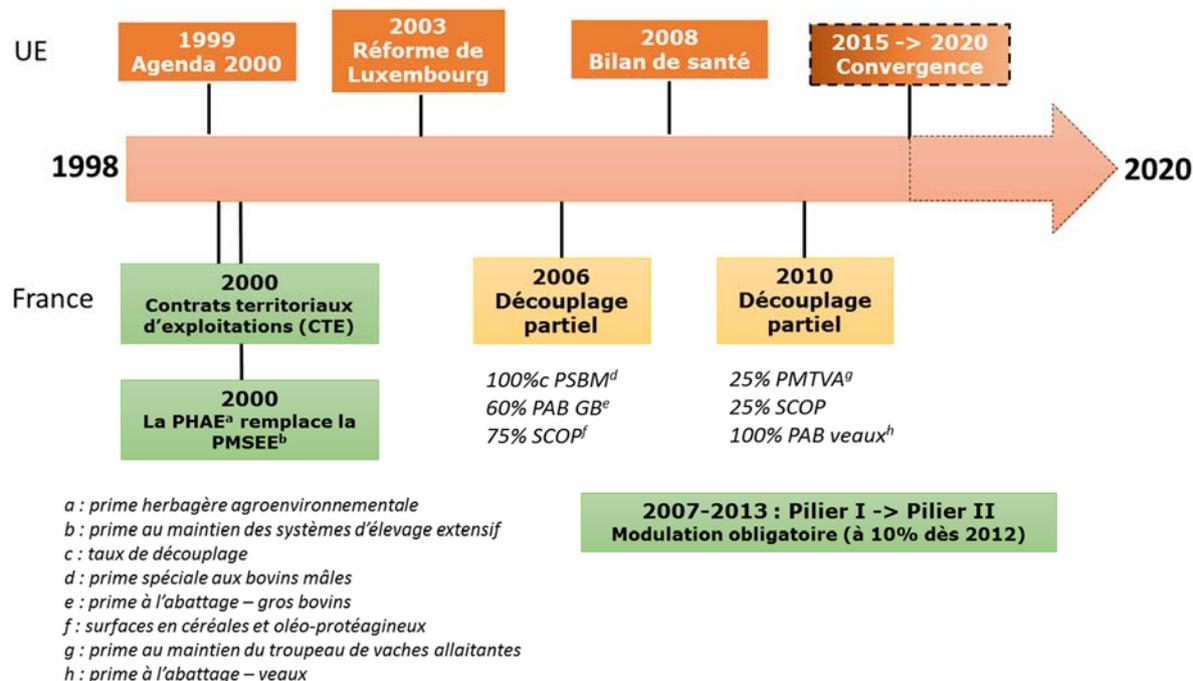


3.2. Des réformes de la PAC successives qui modifient la structure des soutiens

Entre 1998 et 2013, les réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) se sont multipliées. Introduisant le principe de subsidiarité dans le second pilier, puis dans le premier, ces réformes ont laissé de nombreuses marges de manœuvre aux Etats membres. La France a largement joué de ces « largesses » :

- Introduction du second pilier et mise en place d'une prime herbagère agro-environnementale (PHAE) par exemple,
- Sur le premier pilier, en gardant le maximum d'aides bovines couplées lors de l'introduction du découplage en 2006 (et notamment 100% de la prime à la vache allaitante). En 2010, en découplant à nouveau une partie des aides et les affectant prioritairement aux surfaces en herbe...

Figure 17
Réformes successives et principaux choix opérés en France



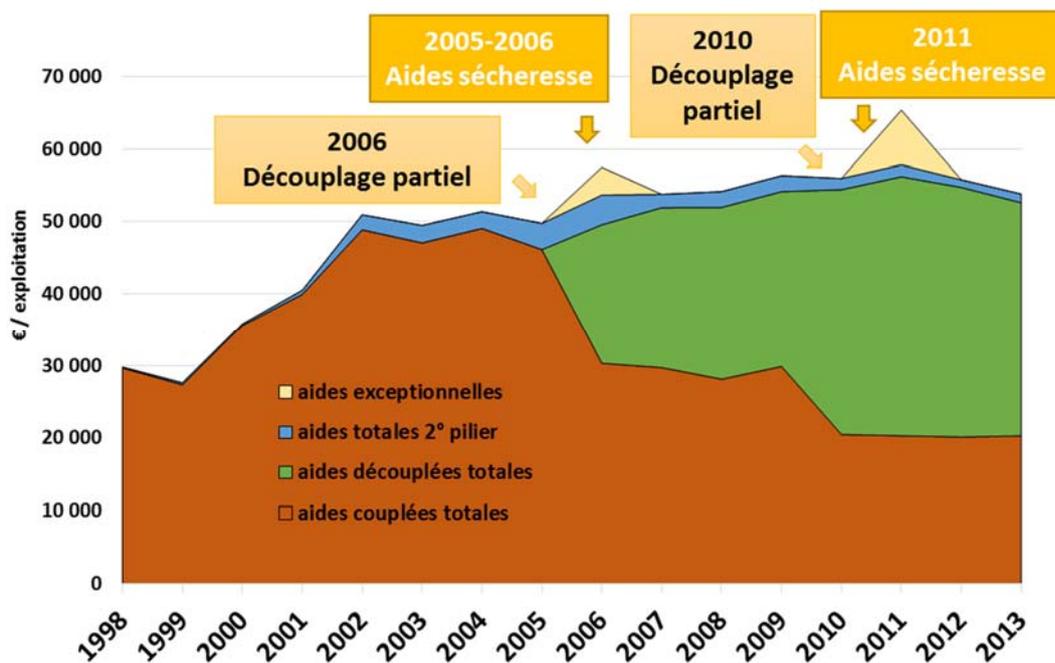
Au gré des réformes de fond comme des réformes à mi-parcours, le niveau et la structuration des aides ont fortement évolué entre 1998 et 2013 :

- Entre 1999 et 2002, les soutiens ont progressé de plus de 40 %, sous l'effet de l'application des décisions de l'Agenda 2000 visant l'abandon des prix garantis au profit d'une hausse des aides compensatoires couplées à la production. Cette mécanique a été initiée par la réforme Mc Sharry (1992).
- A partir de l'année 2000, les soutiens issus du second pilier font leur apparition. Néanmoins, ceux-ci restent d'une ampleur limitée pour les naisseurs-engraisseurs peu enclins à ce type de soutien, souvent liés à des contraintes de chargement.
- En 2006 (application de la réforme dite de Luxembourg), puis en 2010 (application de la réforme à mi-parcours dite du « bilan de santé »), les soutiens historiquement couplés sont partiellement découplés. Néanmoins, les choix opérés par la France et permis par le principe de subsidiarité ont préservé les élevages allaitants et notamment les naisseurs-engraisseurs, plus intensifs. Le mode de découplage (basée sur les références historiques des exploitations) ainsi que la volonté de préserver une partie des soutiens couplés à l'élevage (PMTVA et PAB dans un premier temps) ont stabilisé les niveaux de soutiens.
- A partir de 2012, les niveaux d'aides globales commencent à refluer sous l'effet des différentes restrictions budgétaires (stabilisateurs, discipline financière...).

Ce niveau de soutiens a également été affecté par les aléas :

- En 2005-2006, une partie de la zone étudiée a été classée en zone sécheresse. Les exploitations y ont bénéficié d'aides spécifiques.
- En 2011, les sécheresses successives de 2010 et 2011 ont entraîné un double paiement sur la même campagne faisant apparaître un niveau de soutien exceptionnel.

Figure 18
 Structure des aides par exploitation



Les niveaux d'aides, ramenés à la production brute de viande vive, ont également progressé sur la période (cf. paragraphe suivant). La forte hausse des soutiens entre 1998-1999 et 2002 en est la principale cause. Au final et en euros constants (et donc hors inflation estimée à 27% sur la période), les aides au kilo ont progressé de 29 %.

Le produit viande et les autres produits ont suivi la même tendance, mais de façon plus nuancée, cette tendance étant liée à la hausse des prix et des poids des vaches de réforme. Bien évidemment, ces hausses observées entre le début et la fin de la période et présentées ici en euros courants sont à nuancer par l'inflation. De plus, ces hausses de produit sont à mettre en lien avec les évolutions de charges constatées sur la période.

Tableau 3
 Aides et produits en progression sur la période

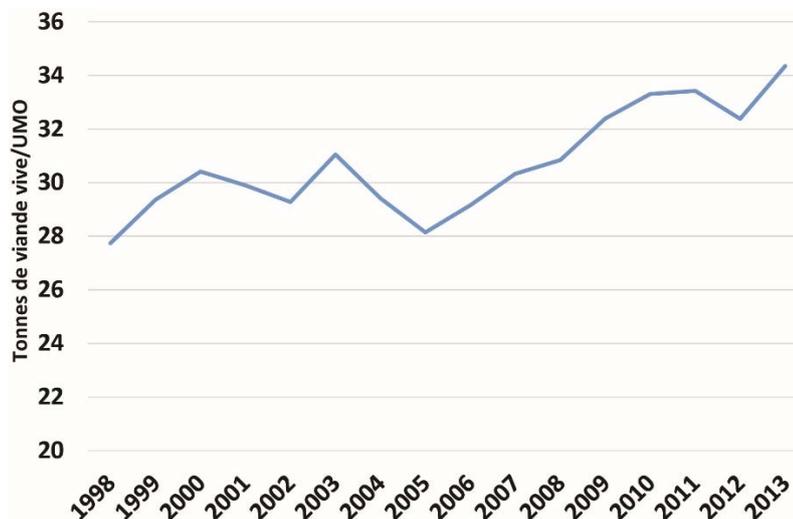
(€ courants/100 kg vv)	Moyenne 1998-2000	Moyenne 2011-2013	Evolution	Inflation
Aides	57	89	56 %	27 %
Produit viande et autres produits	187	239	27 %	27 %

3.3. Coût de production : une hausse de la productivité de la main d'œuvre pour un revenu qui ne dépasse pas les 1,5 SMIC/UMO

Les élevages ont vu leurs moyens de production s'accroître (cf. paragraphe 1). Fort de ces évolutions structurelles, la productivité de la main d'œuvre a tendanciellement augmenté, entre 5 et 6 tonnes de viande vive sur la période, de par, la conduite alimentaire, l'augmentation du nombre de vaches.

Figure 19

Une hausse tendancielle de la productivité par UMO



Le coût de production hors travail s'est nettement dégradé (+73 €/100 kg vif) impacté par les hausses :

- des charges de mécanisation qui augmentent de 63%, soit 31 €/100 kgv,
- du coût alimentaire qui croît de près de 50%, soit 26 €/100 kgv,
- des coûts des bâtiments et installations qui progressent de 7 €/100 kgv,
- des frais d'élevage (+ 9 €/100 kgv),
- des frais divers de gestion (+6 €/100 kgv).

Tous ces postes ont augmenté bien au-delà de l'inflation constatée sur la période (+27 % entre 1998 et 2013).

Le coût de production global, incluant la rémunération du travail, du foncier et du capital, s'est peu dégradé. L'augmentation de la productivité par UMO a notamment entraîné une diminution du coût de la main d'œuvre aux 100 kilos vifs produits, alors que le SMIC a augmenté dans le même temps de 54 % soit le double de l'inflation. Cependant, cette diminution n'a pas suffi à compenser la hausse du coût de production hors travail constaté.

Au final, la rémunération permise par l'atelier bovins viande en nombre de SMIC/UMO progresse peu. La revalorisation du SMIC horaire sur la période, supérieure à l'inflation (54 % contre 27 %), n'améliore que légèrement la situation des naisseurs-engraisseurs.

Figure 20

Rémunération permise et valeur du SMIC horaire - base 100 en 1998

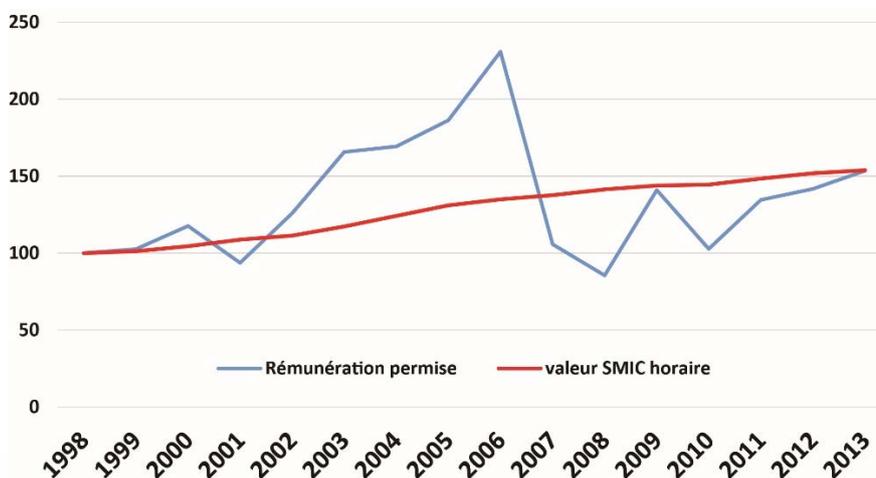


Tableau 4
 Un coût de production impacté par la hausse des coûts d'alimentation et de mécanisation

(€/100 kg vv)	Moyenne 1998-2000	Moyenne 2011-2013	Evolution
Coût de production	291	353	+ 21 %
Coût de production hors travail	211	284	+ 35 %
Coût alimentaire simple*	51	77	+ 50 %
Frais d'élevage	24	33	+ 39 %
Mécanisation	48	79	+ 63 %
Bâtiment et installations	16	24	+ 50 %
Frais divers de gestion	17	23	+ 34 %
Foncier et capital	49	48	- 3 %
Travail	80	69	- 14 %
Rémunération permise (SMIC/UMO)	0,7	0,9	+ 34 %

* : alimentation achetée des animaux + approvisionnement des surfaces (hors méca et foncier).

La hausse de productivité de la main d'œuvre ne semble pas être synonyme d'une plus grande efficacité économique. Au-delà d'une production brute de viande vive de 25 tonnes par UMO, la rémunération ne diffère pas dans l'échantillon, que l'on produise 25 ou 40 tonnes de viande vive par unité de main d'œuvre. Ce constat est le même que l'on soit en début (0,8 SMIC dans les deux cas) ou fin de période (1,1 SMIC dans les deux cas). Dans le contexte de l'étude il n'y a pas d'économie d'échelle en termes de coût de production hors travail.

Tableau 5
 Productivité de la main d'œuvre et rémunération permise

Classe de PBVV/UMO (tonnes vv)	PBVV/UMO moyenne (tonnes vv)	Coût de production total (€/100 kg vv)	Coût de production hors travail (€/100 kg vv)	Rémunération permise (SMIC/UMO)	VA/UMO
< 25	21	368	275	0,6	35
25 à 40	32	307	233	1,1	47
> 40	47	299	250	1,0	67

Les gains de productivité de la main d'œuvre sont très certainement liés à des investissements matériels et bâtiments supplémentaires. Dans une conjoncture de coûts élevés, de prix relativement faibles et d'aides découplées, ils ne permettent pas d'augmenter la rémunération permise.

Méthodologie coût de production

La méthode nationale de calcul du coût de production des ateliers herbivores a été mise au point en 2010, dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Issue d'un consensus entre les différentes filières (bovins lait et viande, ovins lait et viande et caprins), cette méthode est aujourd'hui à la disposition des acteurs du monde de l'élevage. Cette démarche reprend les principes des méthodes utilisées par les réseaux internationaux IFCN (International Farm Comparison Network pour le lait) et (Agribenchmark pour la viande). Elle sert également de fondement pour l'élaboration de référentiels.

Pour plus d'informations : <http://idele.fr/services/outils/couprod.html>

3.4. Une approche trésorerie plus favorable.

L'approche coût de production est basée sur l'utilisation du résultat courant des élevages qui peut être influencé par des options fiscales. Les amortissements des bâtiments et du matériel sont comptabilisés à la valeur comptable. L'approche trésorerie intègre l'annuité payée et ne prend pas en compte la rémunération des capitaux propres et des terres en propriété (les frais financiers et le capital remboursé). Celui-ci remplace les amortissements comptables. L'écart entre les deux approches dépend du niveau d'investissement, des politiques d'amortissements et de financement (autofinancement).

Tableau 6

Approche trésorerie et approche comptable : des conclusions nuancées

	Approche trésorerie Trésorerie permise (SMIC/UMO)	Approche comptable Rémunération permise (SMIC/UMO)	Ecart
1998-2000	1,02	0,70	0,32
2011-2013	1,32	0,93	0,38

En naisseur-engraisseur, l'approche trésorerie permet une amélioration de la rémunération d'un tiers de SMIC par an par rapport à l'approche comptable. La majeure partie de l'écart provient de la non prise en compte de la rémunération des capitaux propres. Le poste matériel a également un effet puisqu'on observe des valeurs d'amortissements annuelles sur une longue durée supérieures par rapport aux sommes investies dans le matériel. Pour les bâtiments, les changements de statut des exploitations s'accompagnent le plus souvent d'une réévaluation entraînant une hausse des amortissements.

4. CONCLUSION : DES MOYENS DE PRODUCTIONS RENFORCES POUR DES RESULTATS ECONOMIQUES QUI DEMEURENT STRUCTURELLEMENT FAIBLE

Les exploitations de type naisseur-engraisseur ont accru leurs moyens de production entre 1998 et 2013. Si les performances de reproduction sont restées stables, les poids des carcasses des réformes ont augmenté. La répartition des fourrages s'est réorientée au profit de l'enrubannage, au détriment notamment de l'ensilage et du foin. Les engrais ont également diminué.

Côté coût de production et d'une manière plus large concernant l'économie, les hausses de charges successives (notamment concernant la mécanisation et l'achat de concentrés) ont consommé les hausses de produits observées. Au final, les résultats économiques sont stables, mais structurellement à un faible niveau.

L'augmentation des moyens de production comme de la productivité de la main d'œuvre n'a pas permis ici de relever le niveau de rémunération. L'augmentation de la productivité par UMO a certes entraîné une diminution du coût de la main d'œuvre, mais sans permettre à la rémunération permise de réellement progresser. L'amélioration de la productivité s'est faite notamment via les investissements en équipement. Ces investissements ont permis de faire évoluer les conditions de travail.

Méthodologie et taille d'échantillon

La présente étude est basée sur les données issues du suivi des exploitations bovines viande des Réseaux d'élevages de Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres sur la période 1998-2013. Les élevages évoluant au gré des redéfinitions du périmètre du dispositif ou de divers aléas, l'échantillon suivi, pour garantir une taille suffisante, est non constant et ne concerne que des exploitations naisseurs-engraisseurs (hors naisseurs-engraisseurs avec achat et naisseurs-engraisseurs en ration sèche). Les exploitations retenues ont au minimum huit années de suivi au sein du dispositif :

Taille de l'échantillon d'exploitations « Naisseurs-Engraisseurs » de l'étude

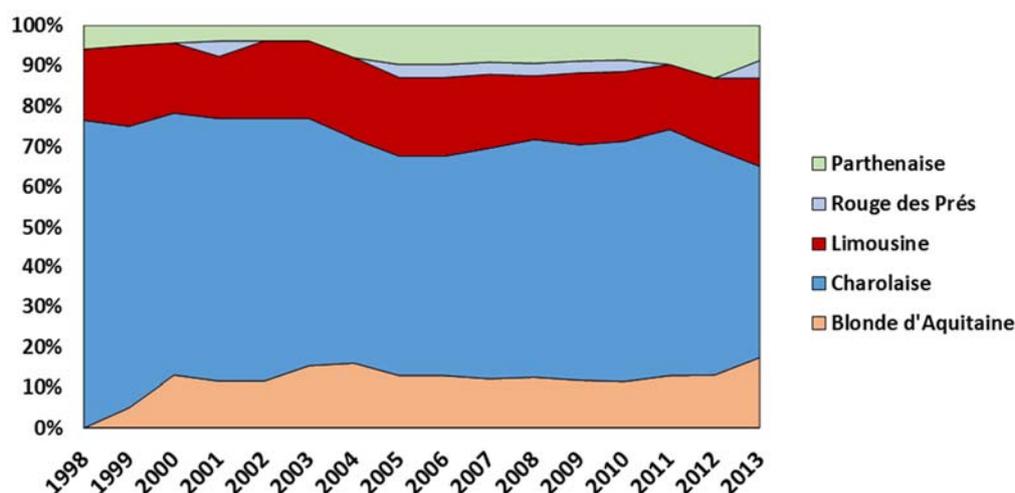
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Nb exploitations	17	20	23	26	26	26	25	31	31	33	32	34	35	32	26	26

La majorité des exploitations suivies sont en race Charolaise, puis en races Limousine et Blonde d'Aquitaine.

Pour l'ensemble des exploitations constituant l'échantillon, les données techniques (moyens de production, troupeau, système fourrager) et économiques (prix de vente, soutien, coût de production) ont été analysées.

Faute d'exploitations suivies en quantité suffisante, les exploitations uniquement naisseur ou engraisseur ne font pas partie du champ de l'étude.

Races représentées dans les exploitations suivies :



VACHES, SURFACES, CHARGES... TOUT AUGMENTE SAUF LE REVENU

Quinze ans de suivi en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres



POUR ALLER PLUS LOIN

Revenus 2015 des systèmes bovins viande en Pays de la Loire – Deux-Sèvres

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

février 2016

Revenus 2015 des systèmes bovins viande en Bretagne

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

février 2016

Repères techniques et économiques en viande bovine – conjoncture 2015

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

février 2016

PAC 2015 : Impacts et voies d'adaptation à la réforme

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

Avril 2015

Coûts de production en viande bovine : identifier les marges de progrès

Institut de l'Élevage, Chambres d'agriculture

Décembre 2014

Augmentation de la productivité du travail et érosion de l'efficacité globale des systèmes de production bovins allaitants Charolais entre 1990 à 2013

Veysset et al. - Rencontres Recherche Ruminants

Décembre 2014

Dossier annuel Bovin Viande : 2015 : bousculée par les aléas /

2016 : dépendante du secteur laitier,

Institut de l'Élevage - Dossiers économie de l'élevage 464,

janvier 2016

CONTACTS :

Loire-Atlantique

Emmanuel Bechet – Gaël Benoteau - Tél. : 02 53 46 63 10
emmanuel.bechet@loire-atlantique.chambagri.fr
gael.benoteau@loire-atlantique.chambagri.fr

Maine-et-Loire

Bertrand Galisson - Tél. : 02 49 18 78 76
bertrand.galisson@maine-et-loire.chambagri.fr

Mayenne

Philippe Carteron – Romain Guibert
Tél. : 02 43 67 37 37
romain.guibert@mayenne.chambagri.fr

Sarthe

Gwendoline Elluin - Tél. : 02 43 29 24 32
gwendoline.elluin@sarthe.chambagri.fr

Deux-Sèvres

Pascal Bisson - Tél. : 05 49 77 15 15
pascal.bisson@deux-sevres.chambagri.fr

Vendée

Jacques-Martial Bouet - Tél. : 02 51 36 82 72
jacques-martial.bouet@vendee.chambagri.fr
Sophie Valance - Tél. : 02 51 36 84 45
sophie.valance@vendee.chambagri.fr

Finistère

Raymond Barré- Tél: 02 98 52 48 10
raymond.barre@finistere.chambagri.fr

Ille et Vilaine

Frédéric Guy - Tél : 02 23 48 26 87
frederic.guy@ille-et-vilaine.chambagri.fr

Côtes d'Armor

Thierry Offredo -Tél : 02 96 79 21 82
thierry.offredo@bretagne.chambagri.fr

Morbihan

Alain Guillaume - Tél : 02 97 46 8332
alain.guillaume@bretagne.chambagri.fr

Institut de l'Élevage /

Bretagne, Pays de la Loire – Deux-Sèvres
Baptiste Buczinski - Tél. : 02 22 74 03 80
baptiste.buczinski@idele.fr

RETOUR SUR 15 ANS DE SUIVI D'ELEVAGES NAISSEURS-ENGRASSEURS EN BRETAGNE, PAYS DE LA LOIRE ET DEUX-SEVRES

Au-delà des évolutions structurelles habituelles, la fréquence des évènements pouvant perturber le fonctionnement des élevages allaitants s'est accélérée au cours des dernières années. Qu'ils soient d'ordre sanitaire, climatique ou économique, ceux-ci ont eu un impact certain sur les élevages de l'Ouest depuis la fin des années 1990.

Pour essayer de comprendre rétrospectivement les effets de ces différents aléas sur les élevages de bovins viande, Inosys Réseaux d'élevage en Bretagne, Pays de la Loire et Deux-Sèvres a réalisé une analyse de 15 ans d'approche globale en élevage.

Cette analyse comporte deux volets :

- un premier volet technique qui revient sur l'évolution des moyens de production, des performances du troupeau ou encore du système alimentaire ;
- un second volet économique qui porte sur les évolutions des prix de ventes et des aides PAC des élevages ainsi que sur les approches « coût de production » et « coût de fonctionnement » des ateliers bovins viande.

Au final, le constat est simple et peut se résumer de la façon suivante : les moyens de productions ont nettement progressés pour peu d'effets sur le revenu des éleveurs.

Août 2016

Document édité par l'Institut de l'Élevage
149 rue de Bercy
75595 Paris Cedex 12
www.idele.fr

Achévé d'imprimer en
Août 2016
ISBN : 978-2-36343-755-6
ISSN : 2416-9617
Référence idele : 0016502023



Inosys-Réseaux d'Élevage est un réseau de compétences, déployé sur l'ensemble du territoire français, qui associe près de 1500 éleveurs et 240 ingénieurs des Chambres d'agriculture et de l'Institut de l'Élevage. Il repose sur le suivi d'exploitations volontaires, représentant la diversité des systèmes d'élevages herbivores. Cet observatoire des pratiques, de la contribution au développement durable et de l'évolution de l'élevage constitue une véritable infrastructure de recherche et développement. Ses nombreuses productions, sous forme de références ou d'outils de diagnostic et de conseil, aident à raisonner des projets d'installation et alimentent les actions de conseil. Le dispositif permet de simuler ou d'évaluer l'impact de politiques publiques, de changements réglementaires, d'aléas climatiques ou de marchés. Ce réseau permet en outre de diffuser largement sur le terrain le savoir et les outils nécessaires à l'appropriation de nouvelles problématiques, comme par exemple les enjeux de l'agroécologie. En ce sens il contribue largement à la formation continue des éleveurs et de leurs conseillers.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des fermes suivies dans le cadre du dispositif Inosys Réseaux d'Élevage (socle national), ainsi que la construction de l'expertise en équipes et le repérage de systèmes d'exploitations innovants, bénéficient d'un soutien financier du Ministère de l'Agriculture (CASDAR), dans le cadre du PNDAR et des PRDAR.

D'autres sources de financement sont mobilisées pour le suivi de fermes choisies à l'échelle régionale (socles régionaux) ou pour des travaux spécifiques sur des thèmes porteurs d'enjeux d'avenir.

La responsabilité du Ministère chargé de l'agriculture ne saurait être engagée vis-à-vis des analyses et commentaires développés dans cette publication.



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»